



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 21 juin 2005**

**10217/05**

<b>COPEN</b>	<b>97</b>
<b>EJN</b>	<b>36</b>
<b>EUROJUST</b>	<b>37</b>

**NOTE DE TRANSMISSION**

de:	M. Marek GRELA, Représentant permanent de la République de Pologne auprès de l'Union européenne
en date du:	1 juin 2005
à:	M. Ivan BIZJAK, Directeur général, DG H – Justice et affaires intérieures, Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne
n° doc. préc.:	9328/04 COPEN 62 EJN 29 EUROJUST 39
Objet:	Mise en oeuvre de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Tribunal Constitutionnel de la République de Pologne a rendu le 27 avril 2005 l'arrêt dans l'affaire numéro P 1/05. Il a décidé qu'une des dispositions légales implémentant dans le droit polonais les prescriptions de la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (2002/584/JAI), à savoir l'article 607t § 1 du Code de la procédure pénale (Dz.U. nr 89, pos. 555 avec les amendements successifs) dans la mesure où il permet la remise d'un citoyen polonais à un Etat membre de l'Union Européenne suite à un mandat d'arrêt européen, est non conforme à l'article 55 para. 1 de la Constitution de la République de Pologne interdisant l'extradition des citoyens polonais. Le Tribunal a ajourné la perte de la force obligatoire de la disposition déferée pour une période de 18 mois, c'est à dire au 4 novembre 2006.

Je me permets d'attirer votre attention au fait que dans la motivation publiée le 20 mai 2005 le Tribunal dit que les cours de justice sont obligées d'appliquer la disposition ci-dessus mentionnée ce qui signifie la continuation de la pratique existante jusqu'au maintenant d'exécuter les mandats d'arrêt européen concernant la remise des citoyens polonais à l'étranger.

(formule de politesse)

(signé) Marek GRELA

---